

# Neuf maires « d'en bas » contestent le TGV imposé « d'en haut »

Ils ont décidé de se rassembler au sein d'un syndicat intercommunal. Premier objectif : lancer une étude indépendante sur des solutions alternatives qui ne pénaliseraient ni les Bretons ni les Sarthois.

Les maires d'en bas contre les technocrates d'en haut. Le bon sens pragmatique contre les idées construites à l'ENA, à Polytechnique ou par Réseau ferré de France (RFF).

À travers la création d'un syndicat intercommunal, les élus de neuf communes concernées par le contournement

de TGV veulent se regrouper (tout en invitant les autres) pour lancer une étude indépendante pour démontrer ou non l'utilité et l'opportunité du dit contournement et du projet de RFF. Et cela par rapport à d'autres alternatives beaucoup moins nuisibles en terme d'environnement et moins coûteuses pour le contribuable.

À la vitesse du TGV, le dossier du contournement avance. À cette mé-

me vitesse, les ingénieurs de RFF essaient de trouver avec les futurs riverains la solution la moins nuisible possible dans le fuseau déjà retenu... Mais sommes-nous sur la bonne voie ? Cette question de bon sens a été posée hier soir par les maires de neuf communes concernées par ce vaste projet qui ont choisi de créer un syndicat de défense.

**Où est la bonne voie ?** Premier constat des maires : le profil retenu de la ligne. « Un projet qui descend vers le sud pour rejoindre la Bretagne, c'est curieux », lance Benoît Charvet, le maire de La Milesse. À défaut de vouloir « créer une nouvelle grande ville européenne dans le sud de la Sarthe, ce tracé n'a aucun intérêt », explique l'élu en se demandant pourquoi la ligne droite n'avait pas été retenue. Une ligne droite (ou presque) que l'actuelle ligne emprunte d'ailleurs.

Deuxième remarque : pourquoi



Les neuf maires prônent simplement le bon sens.

avoir écarté le pendulaire « alors que cette technologie est retenue entre Rennes et Brest », demande un autre élu. Eh oui, sur un chemin plus court (ligne droite), et même si on roule légèrement moins vite avec un pendulaire, le gain de temps entre Le Mans et Rennes existera-t-il vraiment avec le TGV tel que prévu ? Pas si certain. Et jusque-là, dans le pire des cas on parle en minutes avec les études effectuées par RFF.

**Nécessaire ou pas ?**

C'est là aussi, comme le soulignent les élus, que le dossier ne va pas. Comment croire des études menées « par des personnes qui sont juge et partie ? » Qui travaillent parfois à la

SNCF, parfois dans des ministères ! « Nous sommes ici pour défendre les intérêts des habitants », devait insister le maire de La Milesse, avant de préciser : « Ce que nous demandons c'est une expertise technique indépendante, avant ou en parallèle, à l'enquête d'utilité publique ». En vérité, les élus veulent pouvoir dire à leurs administrés : ce contournement est nécessaire ou ce contournement ne l'est pas. Et cela de manière indiscutable.

Selon Gilles Barré, de La Quinte, « Il n'est pas question de priver les Bretons de la grande vitesse » mais de travailler de façon intelligente.

**Bruno MORTIER**

## ALTO apprécie l'initiative

La fédération ALTO (Alternative aux nouvelles Lignes TGV-Ouest) approuve le regroupement des communes autour du Mans en syndicat intercommunal contre le projet. ALTO parle d'une démarche identique devant permettre « de faire des propositions, en particulier de régénération du réseau existant ». ALTO estime que « la proposition de tracé semble donc anticipée et soumise à

de nombreuses incertitudes techniques et financières ». Enfin, la fédération veut lever un doute sur certaines interprétations. Selon elle : « C'est bien dans un fuseau de 500 mètres que le projet de tracé s'inscrit et serait soumis à une éventuelle enquête publique. Les territoires touchés sont beaucoup plus vastes que ne le laisse supposer le projet de tracé. »

## Qui ?

Les neuf communes invitent expressément leurs collègues (y compris le maire du Mans) à s'associer à cette démarche. Chacun des neuf conseils municipaux va maintenant délibérer pour intégrer ce syndicat. Étaient présents à cette réunion de lancement : Benoît Charvet, maire de La Milesse, Jean-Michel Levoyer, maire

d'Aigné, Claude Fortin, maire de La Bazoge, Alain Jousse, conseiller municipal de Neuville-sur-Sarthe, Gilles Barré, maire de La Quinte, Bernard Huger, maire de Degré, André Goussé, maire de Chaufour-Notre-Dame, Guy-Marie Gaillet, maire de Saint-Saturin, et Raoul Triger, maire de Joué-l'Abbé.